

Monsieur le Ministre délégué,
Madame la présidente de l'Assemblée des Français de l'étranger, chère Hélène,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Madame la directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire,
Madame la secrétaire générale de l'Assemblée des Français de l'étranger,
Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Monsieur le Ministre, vous êtes le troisième à se présenter à nous en moins de trois ans de mandat. Et à chaque fois, nous reposons les mêmes questions, exposons les mêmes attentes, exprimons les mêmes préoccupations. Je vais me faire fort, avec mes deux collègues du groupe Écologie et solidarité qui me succéderont à cet exercice, Chantal Picharles et Jean-Baka Domelevo Entfellner, de vous les résumer.

De sessions en sessions, nous vous alertons.

Nous vous alertons sur la détérioration des conditions de vie de nos compatriotes, pris en étau entre le recul de l'action publique de la France, de son accompagnement social, associatif et éducatif et l'augmentation du coût de la vie et des inflations partout où nous sommes installés.

Nous vous alertons sur la rapide détérioration du climat mondial qui met nos communautés en danger. Non seulement au plan environnemental, nous exposant à des risques croissants d'incendies, d'inondations, de sécheresses et de pathologies dopées ; mais aussi par l'accroissement des conflictualités entre et au sein des sociétés, l'accroissement de leur intensité et aujourd'hui des risques de déflagrations.

Nous vous alertons de session en session, mais votre majorité n'écoute pas, ne veut pas entendre. Votre gouvernement voulait se vanter d'une augmentation du budget de l'action extérieure de l'Etat qui n'était déjà qu'un rattrapage d'années de recul, pour nous annoncer unilatéralement en début d'année un rabetage de près de 300 millions d'euros de cette même action, mais aussi et

surtout un recul de près de 900 millions d'euros de l'aide publique au développement.

Les Français à l'étrangers, et vous l'entendrez de tous les groupes de cette Assemblée, sont en premières lignes de ces transformations du monde. Nous sommes à nos dépendants les témoins privilégiés de ces transformations et des erreurs de notre pays. Je suis élu d'Afrique occidentale, le laboratoire à ciel ouvert de l'incohérence et de l'incongruité des errements diplomatiques du Président de la République. Laboratoire où nos compatriotes, nos entreprises, nos ONG, notre coopération sont les cobayes de vos tâtonnements.

Aussi nous ne pouvons plus vous accorder le bénéfice d'un énième doute. Vous incarnez la continuité avec vos prédécesseurs, et puis il n'aura échappé à personne que vous avez déjà rencontré les élus de votre groupe, pratique que votre cabinet a manifestement reproduite au Sénat. Je vous avoue notre trouble quant à cette approche qui dissocie les élus en fonction de leur fidélité politique et crée une rupture dans la transparence de votre action. Votre prédécesseur avait réussi à bâtir un dialogue de confiance mutuelle avec les élus. Nous sommes inquiets de voir ce dialogue se détériorer.

Pourtant, nous avons un ennemi commun : les forces anti-démocratiques, nationalistes et réactionnaires qui pullulent et progressent dans le monde, en Europe et en France. Elles ont infiltré les médias, elles infiltrent le mouvement social, elles infiltrent le CAC40, elles infiltrent l'Etat. C'est une responsabilité collective où nous devons urgemment redonner foi aux Français dans l'action démocratique, leur redonner foi dans la République. Or ce n'est pas en contournant la représentation nationale ; ce n'est pas en rompant le dialogue avec les institutions et les forces vives ; ce n'est pas en réduisant les élus du peuple, et ici, en infantilisant cette Assemblée et ses élus dès lors qu'ils ne s'alignent pas où sortent du rang ; ce n'est pas en reprenant les thèmes de l'extrême-droite, et en contribuant à son offensive culturelle que nous arriverons à renouer avec le sentiment de faire partie d'un même projet, d'une même collectivité nationale et républicaine, d'un avenir à construire ensemble. La loi immigration a fait beaucoup de mal à la manière dont notre pays est

perçu et elle n'a fait qu'accompagner la détérioration de nos relations avec de nombreux peuples, en particulier dans le monde francophone.

Aussi, mes collègues rentreront dans les détails, mais pour aller l'essentiel, voici en résumé le besoin de nos compatriotes : le retour de l'Etat, juste et protecteur.

Monsieur le Ministre, comme on dit en Côte d'Ivoire, vous allez apprendre à nous connaître. Nous sommes le premier groupe de cette Assemblée. Nous nous faisons un devoir démocratique et républicain de relayer les revendications de nos compatriotes pour continuellement bâtir un avenir commun. Si cela peut parfois déranger, n'oubliez pas que c'est bien notre mandat. Nous sommes aussi le groupe qui sait articuler les consensus et compromis qui fabriquent les majorités de cette Assemblée. C'est une responsabilité que nous portons, car pour nous, et cela devrait vous évoquer quelque chose, la finalité est d'agir. Ce que nous vous proposons ce matin, c'est de conjuguer ensemble ce verbe.

Aussi, ensemble, redonnons tout son sens à la parole et à l'action démocratique. Lorsque nous travaillons tous ensemble, nous sommes capables de progrès, comme cela a pu se faire avec l'inscription dans la constitution du droit à l'IVG, l'expression du droit fondamental des individus d'être maîtres et maîtresses de leurs corps ; de ne plus considérer le ventre des femmes comme un objet de la régulation collective. C'est je crois, une fierté partagée entre tous, et elle illustre encore la possibilité d'œuvrer ensemble à quelques progrès. Mais ce droit doit aussi être garanti pour les Françaises de l'étranger. Les solutions, votre administration les connaît car elles ont déjà été proposées via un budget spécifique de rapatriement pour les pays refusant de pratiquer l'avortement.

Monsieur le Ministre, et vous toutes et tous chers collègues, c'est la main que nous vous tendons.

Ce matin, devant la représentation non parlementaire des Français de l'étranger, nous vous demandons de dire clairement et simplement où sont les coupes budgétaires auxquelles les Français de l'étranger devront faire face.

Ici depuis Paris, nous vous demandons quelle est votre vision de l'engagement de la France dans le monde face à l'abandon de nombreux programmes de développement de coopération internationale.

Ici devant cette Assemblée, nous vous demandons de dire clairement comment vous entendez combattre la montée des extrémismes et des fascismes du 21^{ème} siècle.

Face à l'urgence du péril climatique, nous vous demandons clairement d'agir en arrêtant de systématiquement rogner et raboter les crédits budgétaires liés à la protection de la planète. Nous vous demandons d'agir pour les générations de demain.

Monsieur le Ministre, au nom du groupe Écologie et Solidarité, au nom des Françaises et des Français de l'étranger, nous vous demandons comment vous comptez vous y prendre pour restaurer la place de la France dans le concert des nations. Nous vous demandons comment la France peut-elle à nouveau retrouver cette place singulière de l'esprit des lumières où le serment de liberté, d'égalité, de fraternité nourrit et irrigue chacune de nos actions, chacun de nos discours, chacun de nos actes.

Ne soyons pas sectaires et prenons la mesure de l'urgence démocratique et des défis de civilisation auxquels nous faisons face, en France comme dans le monde.

Je vous remercie.